

Faire ou faire faire ? Familles et services. Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Claude Kaufmann. Presses universitaires de Rennes, 1996, 248 p.

Jean-Noël Chopart

Numéro 36, automne 1996

Politiques familiales et vies de femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017732ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017732ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chopart, J.-N. (1996). Compte rendu de [*Faire ou faire faire ? Familles et services*. Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Claude Kaufmann. Presses universitaires de Rennes, 1996, 248 p.] *Lien social et Politiques*, (36), 166-167.
<https://doi.org/10.7202/017732ar>

la psychologie et de l'anthropologie soient particulièrement conséquents, tandis que le thème de l'égalité est plutôt à dominance sociologique et de science politique. Le féminisme, en tant que porteur d'une redéfinition des identités, occupe une place spéciale ; mais on peut dire qu'une grande partie des contributions proviennent de chercheuses qui se situent de près ou de loin dans la mouvance féministe. Il faut noter par ailleurs que les interventions ont été faites par des spécialistes averti(e)s des sujets traités.

Il semble donc que cet ouvrage considérable puisse servir de livre de référence à tous ceux et celles qui s'intéressent, au tournant du siècle, aux difficiles combats des femmes pour se faire une place dans tous les champs de l'activité humaine, et aussi à ceux et celles qui veulent profiter des connaissances scientifiques déjà acquises pour pousser plus loin leurs propres investigations.

Agnès Pitrou
LEST-CNRS
Aix-en-Provence

• **Faire ou faire faire ? Familles et services. Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Claude KAUFMANN. Presses universitaires de Rennes, 1996, 248 p.**

Devant la rétraction de l'emploi industriel, le secteur des services aux ménages apparaît depuis quelques années comme un « gisement » possible, peu ou mal exploré par les politiques publiques de l'emploi. Inversement, la crise de l'État providence conduit les décideurs à s'interroger sur la capacité des familles à prendre en charge certains services auparavant socialisés.

Les travaux de recherche conduits sur ces questions portent préférentiellement sur des aspects économiques. Équilibre entre offre et demande, capacité contributive des ménages, solvabilisation sont les entrées majeures. Les politiques publiques françaises répondent à ces interrogations en prenant différentes mesures (défiscalisation, chèque-service ou, inversement, réanimation des dispositifs d'obligation alimentaire entre parents et enfants). D'autres travaux portent plutôt sur la formalisation de l'offre de services en explorant les frontières privé-public, marchand-non marchand, formel-

informel, professionnel versus bénévole, etc.

Le pari de Jean-Claude Kaufmann, qui a réuni une vingtaine de chercheurs, d'abord dans un séminaire de recherche, puis dans la rédaction de cet ouvrage, est d'un tout autre ordre. Il s'agit, par une meilleure connaissance des pratiques domestiques au sein même du cercle familial, d'explorer les raisons et les conditions qui président à l'internalisation ou à l'externalisation de certaines de ces activités. Ce qui est interrogé centralement dans cet ouvrage collectif, ce sont les dynamiques internes aux familles qui les conduisent sur différents aspects de l'activité domestique à « faire » ou à « faire faire ».

Tracer la ligne d'horizon de cette problématique nécessite un retour sur une notion de sens commun qui voudrait que la modernisation de nos sociétés s'accompagne d'un lent, mais constant, mouvement d'externalisation des activités domestiques vers des services institutionnalisés et professionnalisés. Dans le commentaire qui ponctue la présentation des différentes contributions à l'ouvrage, Jean-Claude Kaufmann propose une vision relativiste de son objet. Il nous rappelle la situation fluctuante de certaines activités domestiques. Ainsi, le lavage du linge, fortement externalisé à la fin du XIXe siècle (près d'un professionnel pour dix ménages dans les zones urbaines), a réintégré le cercle familial à l'occasion des progrès techniques. Mais surtout, l'approche par les activités domestiques permet de subvertir le concept apparemment sans équivoque de « famille », perçu comme un cercle précisément tracé, et d'explorer tout au contraire le flou des frontières existant entre le familial et le non-familial. Ce relativisme ne réduit cependant pas la pertinence du problème. Ainsi, en franchissant la ligne de « l'intérieur » vers « l'extérieur », le service est affronté au passage du profane au professionnalisme, du don à la rémunération. Toutes sortes de contradictions se profilent à l'occasion de ces passages de frontière.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que la nouvelle sociologie de la famille, qui a connu en France un fort développement dans les années 1980 grâce à une mise en réseau de nombreux chercheurs¹, en mettant volontairement l'accent sur les pratiques intra-familiales et les liens et les solidarités qui s'y

déploient, ait été utilisée, à son corps défendant, par tous les courants idéologiques ou politiques qui cherchent à promouvoir la famille comme un pilier essentiel de la *mixed economy of welfare*. La première section de l'ouvrage reprend cette question. Agnès Pitrou, l'une des premières à avoir observé les solidarités familiales, y compris parmi les ménages défavorisés, dénonce l'aspect incantatoire de ce nouveau mythe qui ferait de la famille le premier et le dernier rempart contre les nouveaux risques sociaux. Elle rappelle utilement les inégalités de la condition familiale et critique surtout les charges que de telles inflexions des politiques publiques feraient peser sur les femmes, qui assurent, pour l'essentiel, cette solidarité. Claude Martin insiste pour sa part sur l'étroite connexion entre débat scientifique et enjeux politiques. Cette connexion n'est pas toujours maîtrisée par les chercheurs. Il rappelle la coupure trop fréquente entre approches micro- et macro-sociologiques, qui expliquerait souvent la dérive potentielle d'un usage « politique » de ces travaux. Il se fait donc l'avocat d'une sociologie des rapports « public-privé » dans leur totalité, permettant de construire des approches plus lucides et plus critiques.

La deuxième section de l'ouvrage est consacrée à l'enfant et aux services qui peuvent lui être dédiés. Entre hyperproximité et mise à distance, l'arbitrage familial concernant les tâches domestiques consacrées à l'enfant semble dépendre à la fois de l'extension du cercle familial et des capitaux culturels des familles. Maniant le paradoxe, Didier Le Gall montre comment les familles recomposées, en étendant le réseau de prise en charge, permettent parfois un meilleur ajustement entre proximité et mise à distance de l'enfant. Monique Haicault marque le grand écart qui sépare les modèles éducatifs des classes moyennes et des classes supérieures au travers de l'usage qui est fait dans ces deux groupes des activités parascolaires. Dans les familles plus diplômées, qui s'orientent vers une logique d'investissement et de projet éducatif de long terme, les services éducatifs, sportifs et culturels sont plus couramment utilisés sans que cela signifie pure et simple délégation. Bien au contraire, les parents, et principalement les mères, s'engagent alors dans une logique qualifiée ici de « managériale ».

Profanes ou techniques, les services à la famille sont pris dans une contradiction qui superpose les attentes des familles employeurs et des professionnels employés. Cette situation conduit à un paradoxe. Les éléments d'affection, d'amour ou d'amitié, qui forment une composante importante du service relationnel à la famille, ne peuvent être construits comme des entités professionnalisables et rémunératrices. Cette composante du service, qui nécessite pourtant des compétences singulières, parfois très complexes à manier, se traduit par une impossible professionnalisation et par le maintien de ces travaux dans le cercle déqualifié du travail domestique. Toute tentative de professionnalisation se base *a contrario* sur la nécessaire « mise à distance du familial » et sur une segmentation technicienne du service. Dans cette troisième section, Guido de Ridder et Claude Legrand à propos des nourrices, Bruno Duriez à propos des travailleuses familiales, Vincent Caradec à propos des aides-ménagères, explorent tour à tour les différentes facettes de cette contradiction. Mais, là encore, les effets de la hiérarchie sociale sont sensibles. Au contraire des classes populaires ou précarisées, pour lesquelles le codage « amour » semble un passage presque obligé, les familles plus favorisées, maîtrisant mieux un projet éducatif ou thérapeutique global, autorisent une ouverture de ces services vers la professionnalisation.

Au travers de l'évolution historique des formes et des usages de l'habitat, Monique Eleb montre comment fluctuent les « frontières de l'intime », le passage du dedans au dehors. Qu'il s'agisse des relations de la famille vers l'extérieur, des membres de la famille avec la domesticité, ou des relations entre les membres d'une même famille, l'évolution du logement révèle des formes différenciées de la représentation de l'intimité. À la notion de « sas », sorte de vitrine qui permet de recevoir le non-intime au sein même du logement familial, évoquée par cet auteur, on peut faire correspondre l'analyse de Marianne Modak sur les réseaux différenciés de sociabilité. L'accueil au domicile constitue une sorte de « privilège » qui, d'après les résultats de son enquête, se partage assez également entre la parenté et les réseaux amicaux. Du point de vue de la sociabilité, les relations de parenté sont

devenues des relations comme les autres, sans prérogatives particulières, dénotant ainsi une certaine porosité du cercle familial.

Le dernier chapitre de cet ouvrage, basé sur des contributions de Yannick Lemel, Geneviève Favrot-Laurens et Michel Lallemand, aborde la question de l'externalisation. L'enquête « modes de vie » CNRS-INSEE permet de tracer quelques repères des tendances à l'externalisation des activités domestiques en fonction de l'âge, de la catégorie socio-professionnelle ou de la taille du ménage. Tout se passe comme si la propension à l'externalisation provenait de la faiblesse de la socialisation domestique, conjuguée à la richesse de la socialisation externe. Se dégage ainsi un « centre » idéal-typique : la famille des classes moyennes d'âge moyen, qui semble moins propice à l'externalisation des tâches que les situations extrêmes, jeunes ou vieux, ménages précarisés ou ménages des classes supérieures marqués soit par de plus faibles ressources internes soit par une tension vers l'extériorité professionnelle ou sociabilitaire. Par un biais plus qualitatif, Geneviève Favrot-Laurens marque bien la force rémanente du modèle de la mère au foyer, « huilant incessamment les mécanismes fonctionnels et affectifs du domestique ». Cette posture continue de soutenir le modèle familial malgré les dissonances qu'introduisent l'activité féminine, la précarisation ou l'allongement de la durée de vie. Cela explique pour beaucoup que les services à la famille ne se développent que « par défaut ».

Enfin, Michel Lallemand montre bien l'ambiguïté qui règne aujourd'hui à propos du passage du domestique aux activités monétaires. Cette contribution est l'occasion d'un débat sur l'extension des « petits boulots », dont on sait qu'André Gorz s'est fait le critique². Assimilant monétarisation et servilité, cet auteur dénonce la tendance des sociétés post-industrielles à développer une nouvelle domesticité qu'il propose de combattre par le refus d'une monétarisation accrue des services de proximité et un renouveau de l'autogestion collective de ces activités. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage que de revenir sur cette thèse. En montrant de façon très claire que la professionnalisation des services s'oppose en tout point à la subordination au familial, au totalitarisme de

l'intime, bref à la servilité, les différentes contributions de cet ouvrage collectif font pièce à l'hypothèse de Gorz qui lie monétarisation et domesticité. Du même coup, les perspectives ouvertes par les tenants de l'économie solidaire, attentifs aux modalités de la construction sociale de l'offre de services, prennent ici tout leur sens³.

Le développement des services familiaux pose à la société des problèmes complexes que la simple solvabilisation ne saurait résoudre. Le contenu symbolique des activités domestiques et la force du modèle familial expliquent que l'externalisation ne soit souvent qu'une substitution « par défaut ».

Pourtant, l'émergence de nouveaux modèles et de nouvelles pratiques, à propos desquels Jean-Claude Kaufmann parle de « stratégie managériale » de certaines familles, correspondant à une production collective des compétences individuelles de chacun des membres de la famille, permet de penser que les services aux familles sont appelés à se développer.

Ce dernier constat recoupe pour une part les conclusions du dernier ouvrage de François de Singly⁴, qui met l'accent sur les nouvelles dynamiques plus constructivistes, plus positives du couple et de la famille, dépendant désormais moins d'une norme traditionnelle, d'obligations incorporées, que d'un mouvement « d'individualisation positive » de nos sociétés modernes. Cette nouvelle donne devrait affecter l'avenir des services à la famille et modifier le système de contradictions qui en marque le développement actuel.

Jean-Noël Chopart
MIRE

Notes

- ¹ Voir les travaux du Groupement de recherche « famille » du CNRS, animé par François de Singly.
- ² Dans son ouvrage *Métamorphoses du travail. quête de sens* (Paris, Galilée, 1988).
- ³ Jean-Louis Laville, *L'Économie solidaire. Perspectives internationales*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.
- ⁴ *Le Soi, le couple et la famille* (Paris, Nathan, 1996).